

Les subsides

la question des pluies acides est actuellement une question qui traîne et pour laquelle il n'y a pas de solution. Nous ne sommes au pouvoir que depuis 1984, tandis qu'eux, depuis 1968-1970, alors que la question des pluies acides était importante, n'ont rien fait à part de la rhétorique.

Quand mon collègue de Hamilton Mountain dit que nous n'en sommes encore qu'à une période de rhétorique, ne pense-t-il pas que toute la question de relations extérieures avec un pays étranger, avec un pays ami, est très délicate? Et ce que nous avons fait en tant que pays, ainsi que ce que le premier ministre a fait comme leader dans ce domaine, était la limite des actions que nous pouvions faire, c'est-à-dire mettre de l'ordre dans nos propres cours. Et je pense que vous l'avez admis vous-même que notre gouvernement avait posé des actions importantes; vous avez eu l'honnêteté de dire que nous avons posé des actions importantes en matière environnementale chez nous. N'aurait-il pas l'honnêteté de dire que nous avons fait le ménage chez nous dans notre cour et que le premier ministre est allé à Washington rencontrer le président Reagan, avec une grande tranquillité, en lui disant: Chez nous, nous avons fait nos devoirs, nous vous demandons à vous de faire la même chose? Ce à quoi le président Reagan a répondu le lendemain du deuxième sommet, on pouvait le lire dans le journal *La Presse*: «Reagan endosse la lutte contre les pluies acides». C'est peut-être encore là de la rhétorique mais il y avait au moins une reconnaissance de fait, ou implicite, des Américains que c'est un problème qui les concerne.

Maintenant, il disait: «Il y a seulement de la rhétorique du côté des États-Unis, cela ne bouge pas. Il craint que cela ne demeure encore quand même longtemps». J'aimerais lui demander—probablement qu'il est au courant—mais je voudrais savoir de lui s'il sait que, actuellement, devant le Congrès américain, se retrouve un projet de loi qui s'appelle S-52 qui est parrainé par des sénateurs, entre autres, de la Nouvelle-Angleterre. Ce projet de loi qui est déposé actuellement au Congrès américain est à l'étude par le Comité de l'environnement et des travaux publics. On nous dit bien que c'est le projet le plus important à avoir jamais été débattu aux États-Unis devant le Congrès depuis 10 ans. On nous dit que:

Le projet sénatorial va plus loin que les recommandations du rapport en question et est, à plusieurs égards, différent des nombreux projets déposés depuis 10 ans au Congrès pour lutter contre les pluies acides. En plus de la négociation d'un traité nord-américain sur la pollution...

C'est bien de cela qu'on nous parle dans la motion que l'on débat aujourd'hui.

En plus de la négociation d'un traité nord-américain sur la pollution, il propose l'adoption d'une taxe à l'importation qui frapperait les produits étrangers dont les fabricants ne sont pas assujettis à des normes anti-pollution aussi strictes qu'aux États-Unis.

Et même, j'ajouterais pour mon collègue que M. Victor Maerki, assistant du sénateur Stafford, qui propose ce projet de loi, affirme que le nouveau projet a plus de chances que les précédents à cause de la rencontre Mulroney-Reagan.

Pour la première fois, le président américain va admettre que les pluies acides sont un vrai problème. Cela devrait lever un des obstacles majeurs à l'adoption de la législation par le Congrès.

C'est donc ce que j'aimerais entendre de mon collègue, à savoir s'il n'y a vraiment pas un pas majeur qui a été fait depuis que nous sommes au pouvoir et s'il n'y a pas des actions concrètes qui se font actuellement aux États-Unis. On disait

que c'était un débat non partisan, j'espère donc qu'il aura l'honnêteté de la reconnaître.

[Traduction]

M. Deans: Monsieur le Président, mon collègue a posé tant de questions que j'ai eu l'impression qu'il ne me laisserait pas une minute pour y répondre. A franchement parler, j'ai dit que nous avions espéré, comme la plupart des gens sans doute, faire cause commune dans ce dossier. J'étais donc un peu déçu de voir le premier ministre si heureux de la réponse de M. Reagan, car il saute aux yeux que le gouvernement américain n'a pas fait grand-chose au cours des cinq ou six dernières années. J'aurais été davantage impressionné si le président des États-Unis avait abordé la question des pluies acides avec la même détermination que le problème du Nicaragua. S'il avait mis sa réputation en jeu dans une guerre contre les pluies acides, j'aurais été certes impressionné. L'ennui c'est que je me demande si le président des États-Unis se soucie le moindrement des pluies acides. D'après ce que j'ai lu dans les journaux—je n'étais pas là et je ne le sais que par oui-dire, je l'avoue bien franchement—nos conseillers, les fonctionnaires de notre ambassade à Washington, ont eu un peu de mal à obtenir du président qu'il fasse le peu qu'il a fait à l'égard des pluies acides. Il ne voulait même pas approuver le rapport Lewis-Davis en fait. Il n'était pas du tout intéressé à aborder la question des pluies acides. Ce n'est que parce que nous, les Canadiens, avons insisté pour qu'on dise quelque chose à ce sujet qu'il est allé jusqu'à approuver le rapport, quoique sans établir bien clairement quelle suite donner à son approbation.

Je ne sais pas si le président des États-Unis le comprend, mais sur les 16,000 camps et gîtes de pêche en Ontario, 600 auront fermé à cause des pluies acides d'ici à l'an 2000, ce qui nous coûtera 28 millions de dollars et 600 emplois. Les 175 millions d'acres de forêt affectées, soit près de la moitié des forêts canadiennes en exploitation, donnent des produits dont la valeur se chiffre à 14 milliards de dollars par année. Le fort taux d'acidité des pluies qui les arrosent a sur elles un effet nuisible. La moitié des sols de l'Ontario et des provinces de l'Atlantique, et 87 p. 100 de ceux du Québec, sont sensibles aux pluies acides. La valeur des cultures récoltées dans l'est du Canada se chiffre à 3 milliards de dollars. Il est inquiétant de constater que plus de 86 p. 100 de la population canadienne vivent dans des régions arrosées par des pluies d'un taux d'acidité élevé. Étant donné qu'on peut arriver à des statistiques similaires pour les régions affectées aux États-Unis, j'aurais pensé que le président des États-Unis aurait reconnu, comme nous, que des mesures immédiates s'imposent. Il faut établir un programme d'action dès maintenant.

● (1220)

Il s'agit d'une question à caractère non partisan. Nous ne différons pas d'opinion là-dessus. Le ministre s'accorde sûrement à reconnaître que nous devrions assainir l'environnement. Il s'accorde sûrement à reconnaître que les mesures prises par le gouvernement libéral ont contribué à cette tâche d'assainissement. Nous nous accordons sûrement tous à reconnaître que le problème principal réside dans l'inaptitude du gouvernement américain, tout d'abord, à comprendre le problème et, deuxièmement, à passer à l'action. Je crois que nous nous accordons tous là-dessus.